



International Rescue Committee TCHAD

Demande de Proposition (RFP)

Lot 1 : RECRUTEMENT D'UN CABINET/CONSULTANT POUR L'EVALUATION DE LA REACTION COMMUNE AIGUE AU TCHAD

Réf. Lot 1 : #DAO00016- RECRUTEMENT POUR EVALUATION-AOUT-2024#

Calendrier prévu	
Émission de la Demande de Proposition	26 aout 2024
Date limite du renvoi des formulaires d'Intention de soumissionner par les fournisseurs	09 septembre 2024
Date limite de réception des questions des fournisseurs	06 septembre 2024
Date limite de réponse aux questions des fournisseurs	09 septembre 2024
Date limite de soumission des offres	11 septembre 2024 à 16h30
Date d'ouverture des plis et évaluation des offres	12 septembre 2024
Octroi du marché	25 septembre 2024
Début du contrat	30 septembre 2024

Sommaire

	Pages
I. INTRODUCTION	3
1. <i>The International Rescue committee</i>	3
2. <i>The Purpose of this Request for Proposal (RFP)</i>	3
3. <i>Cost of Bidding</i>	3
II. THE BIDDING DOCUMENTS:	3
4. <i>The Bidding Documents</i>	3
5. <i>Clarification of Bidding Documents</i>	4
III. PREPARATION OF BIDS:	4
6. <i>Language of Bid</i>	4
7. <i>Documents Comprising the Bid</i>	4
9. <i>Bid Currencies</i>	4
10. <i>Document Establishing Goods Eligibility and Conformity to Bidding Documents</i>	4
11. <i>Bid Security</i>	5
12. <i>Period of Validity of Bids</i>	5
13. <i>Format and Signing</i>	5
IV. SUBMISSION OF BIDS	5
14. <i>Submission and Marking of Bids</i>	5
15. <i>Modification and Withdrawal of Bids</i>	6
V. BID OPENING AND EVALUATION	6
16. <i>Preliminary Examination</i>	6
17. <i>Evaluation and Comparison of Bids</i>	6
18. <i>Contacting the Purchaser</i>	6
19. <i>Notification of Award</i>	6
VI. CONTRACTING	7
20. <i>Contract award and notification</i>	7
21. <i>Inspection</i>	7
22. <i>Service or consultant agreements</i>	7
25. <i>Disclaimer</i>	7
26. <i>Ethical Operating Standards</i>	<u>9</u>

A. INTRODUCTION

1. *The International Rescue Committee*

The International Rescue Committee, ci-après désigné comme « IRC », est une agence humanitaire à but non lucratif fournissant des secours, des services de réadaptation, de protection et de réinstallation, et des actions de plaidoyer pour les réfugiés, les déplacés internes et les victimes de l'oppression et des conflits violents. Présente au Tchad depuis 2004 avec mission d'aider les personnes dont les vies et les moyens de subsistance sont ébranlés par les conflits et les catastrophes, à survivre, se relever et prendre en main leur avenir.

Pour le moment IRC mène ses activités au centre du pays (Mongo, Mangalmé, Melfi et Bitikne), à l'Est (Iriba, Guereda, Amdjarass, Hadjar Hadid, Farchana, Adre) et l'Ouest (Liwa, Bagasola et Bol).

2. *Fins de la présente Demande de Proposition (RFP)*

La présente RFP a pour but d'obtenir des propositions concurrentielles et de sélectionner un(e) consultant(e) / un cabinet pour une évaluation de la réponse conjointe aigue au Tchad :

Lot 1 : RECRUTEMENT D'UN CABINET/CONSULTANT POUR L'EVALUATION DE LA REACTION COMMUNE AIGUE AU TCHAD

Tous les consultants / cabinets admissibles qui sont qualifiés et compétant sur le plan administratif, technique et financier pour la fourniture des services définis dans les termes de références en annexe sont invités à soumettre leurs propositions.

Le ou les soumissionnaires peuvent être domiciliés au Tchad ou hors du Tchad.

Pour ceux qui sont domiciliés au Tchad il faut être en conformité avec toutes les réglementations gouvernementales requises pour y exercer leur activité. Les soumissionnaires doivent être des contribuables en règle et fournir une copie de leur permis d'exploitation/certificat d'immatriculation valide pour l'année fiscale 2024.

Pour ceux qui sont domiciliés hors du Tchad il faut être en conformité avec toutes les réglementations requises pour y exercer leur activité. Les soumissionnaires doivent être des contribuables en règle dans leur pays et fournir une copie de leur permis d'exploitation/certificat d'immatriculation valide pour l'année fiscale 2024.

Les soumissionnaires ne doivent pas faire l'objet d'une déclaration d'inéligibilité pour pratique corrompue ou frauduleuse.

3. *Coût de l'offre*

Le soumissionnaire prendra en charge tous les frais liés à la préparation et à l'envoi de son offre, et IRC, ci-après dénommé l'« acheteur », ne sera en aucun cas responsable de ces frais, quel que soit le déroulement ou l'issue du processus de soumission.

B. DOCUMENTS DE SOUMISSION :

4. *Documents de soumission*

Le soumissionnaire est tenu d'examiner toutes les instructions, tous les formulaires, toutes les clauses et toutes les spécifications figurant dans les documents de soumission préparés pour la sélection des fournisseurs agréés. Si le soumissionnaire s'abstient de fournir toutes les informations demandées conformément aux documents de soumission ou s'il présente une soumission non conforme à tous égards aux documents de soumission, il le fait à ses propres risques et périls et sa soumission court alors le risque d'être rejetée.

Les documents de soumission incluent les pièces suivantes :

- Offre administrative en copie et en originale légalisée
- Offre technique
- Offre financière

5. Questions relatives aux documents de soumission

Tout soumissionnaire ayant des questions relatives aux documents de soumission peut informer l'acheteur par écrit à td.submission@rescue.org. Les demandes de clarification doivent être reçues par l'acheteur au plus tard le **01er septembre 2024**. L'acheteur enverra ses réponses aux questions relatives aux documents de soumission par courrier électronique avant le **02 septembre 2024**. La réponse écrite de l'acheteur (sans identifier la source de la question) sera communiquée à tous les soumissionnaires potentiels ayant manifesté leur intention de soumettre une offre.

C. PRÉPARATION DES OFFRES :

6. Langue de rédaction des offres

La soumission et tous les éléments de correspondance et documents connexes échangés entre les soumissionnaires et l'acheteur devront être rédigés en français. Tout document imprimé fourni par le soumissionnaire et rédigé dans une autre langue doit être accompagné d'une traduction en français des passages pertinents, auquel cas, aux fins de l'interprétation de la soumission, la version en français prévaudra.

7. Documents constituant l'offre

La soumission présentée doit comporter les informations suivantes. Tout manquement à fournir l'ensemble des informations demandées sous la forme indiquée peut disqualifier le soumissionnaire.

Pour les nationaux

- Lettre de soumission ;
- Profil de la Société avec un plan de localisation et si possible les coordonnées GPS ;
- L'Autorisation d'exercice (Agrément de consultant suivis et évaluations)
- Patente 2024
- Certificat d'identification fiscal (NIF) ;
- Quitus fiscal ou équivalent datant de moins de 03 mois ;
- Registre de commerce (RCCM) ;
- Certificat de non-faillite datant de moins de 03 mois ;
- CNPS attestation de mise à jour, datant de moins de 03 mois ;
- Deux (02) références similaires auprès de clients actuels ou d'anciens clients (dont au moins une avec une ONG internationale ou agence UN) ;
- Offre détaillant les services ainsi que leurs prix unitaires uniquement sur la feuille fournie à cette fin ;
- Un canevas du rapport en précisant la méthodologie de travail, l'explication de la mise en œuvre de l'évaluation, le chronogramme d'activité
- La liste du personnel (CV signés & diplômes du consultant principal et des personnes qui l'assisteront)
- Les documents IRC à compléter (annexe 2 – P16 code de conduite de l'IRC / annexe 3 - P42 – Informations de fournisseur de l'IRC / annexe 4 – exemple de contrat IRC)

8. Prix de l'offre.

Le soumissionnaire doit indiquer clairement le prix de de l'évaluation comprenant les frais logistiques, (comme indiqué dans les TDR), dans le cadre de devis prévue à cet effet. Tous les prix unitaires doivent être clairement indiqués dans une grille tarifaire dument compléter par vos soins en détaillant les différentes rubriques. Tous les prix unitaires mentionnés dans la réponse à la RFP doivent, par convention, être valables pendant un minimum de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'exécution du contrat.

9. Devises de l'offre

Tous les tarifs et montants entrés sur le formulaire de soumission, dans la grille tarifaire, ainsi que dans les documents, dans les éléments de correspondance et dans le cadre des activités liées au présent appel d'offres, seront exprimés dans la devise du bailleur soit l'euro.

10. Documents démontrant l'admissibilité des biens et la conformité aux documents de soumission

En vertu de la clause 8, le soumissionnaire doit fournir, dans le cadre de son offre, des documents démontrant l'éligibilité et la conformité de tous les biens et services que le soumissionnaire souhaite fournir au titre du contrat.

Les preuves documentaires démontrant la conformité des services aux documents de soumission peuvent se présenter sous forme de fiches techniques, de publications, de schémas, de données tabulaires ou graphiques, et elles doivent fournir :

Un commentaire clause par clause des Termes de références l'acheteur pour démontrer que les services répondent substantiellement aux exigences requises, ou une explication de tout écart ou toute dérogation aux dispositions des Termes de références.

Cependant, le soumissionnaire est autorisé à utiliser d'autres normes, marques ou références dans son offre, dans la mesure où il démontre, à la satisfaction de l'acheteur, que ces substitutions sont substantiellement équivalentes ou supérieures aux indications des TDR.

11. Garantie de l'offre

Aucune caution ou garantie de l'offre n'est exigée dans le cadre du présent appel d'offres.

12. Durée de validité des soumissions

Les soumissions demeureront valides pendant 90 jours ouvrables à compter de la date d'ouverture des soumissions prévue par l'acheteur. Toute soumission dont la durée de validité est inférieure peut être désignée comme non conforme et rejetée par l'acheteur.

Dans certains cas exceptionnels, l'acheteur peut demander aux soumissionnaires de prolonger la durée de validité. Une telle demande et les réponses correspondantes devront être consignées par écrit et envoyées par courrier postal ou électronique. Tout soumissionnaire acceptant une telle demande ne sera ni tenu ni autorisé à modifier son offre.

13. Format et signature

L'offre initiale devra être signée par le soumissionnaire ou par une ou plusieurs personnes dûment autorisées à engager le soumissionnaire dans le cadre du contrat. Les pages constituant la proposition financière de l'offre devront être paraphées par la ou les personnes ayant signé l'offre, qui devront également y apposer le tampon de la société.

Toute annotation, tout effacement ou toute correction sera valide uniquement si elle est paraphée par la ou les personnes ayant signé l'offre.

Remarque : Un même soumissionnaire ne peut pas répondre à un même appel d'offre par le biais de plus d'une société dont il est propriétaire. De plus, les soumissionnaires entretenant des relations étroites (membres de la même famille, succursales ou filiales, etc.) avec d'autres soumissionnaires ne peuvent répondre au même appel d'offre. Ce type d'action, ou toute autre action que l'acheteur estime assimilable à une collusion, entraînera automatiquement la disqualification des soumissionnaires concernés de l'appel d'offres en question et de tout appel d'offres à venir de IRC. Cependant, un même soumissionnaire peut proposer plus d'une offre en réponse au même appel, dans le cas où les offres présenteraient de nettes différences en termes de spécifications, de qualité, de délais et autres caractéristiques des produits et services proposés.

D. SOUMISSION DES OFFRES

14. Soumission et marquage des offres :

Le soumissionnaire devra soumettre son offre sous dans un pli adressé aux bureaux IRC de **NDJAMENA, BOL, BAGASSOLA, LIWA, HADJER HADID, ABECHÉ, IRIBA, AMDJARASS, GUEREDA, MONGO** ou par email à l'adresse **td.submission@rescue.org** d'ici le **03 septembre 2024 à 16h30**. Toutes les offres reçues physiquement doivent être placées dans la boîte prévue à cet effet. Les offres soumises après la date limite ne seront pas acceptées.

Les soumissionnaires **doivent signer le formulaire du registre des offres à la réception du bureau de IRC en indiquant le nom de leur société, le numéro de téléphone et la date de soumission ou en renvoyant un courriel pour confirmer l'intention de soumissionner**. IRC peut, à sa seule discrétion, prolonger le délai de soumission des offres, auquel cas tous les droits et obligations de IRC et des soumissionnaires, tels que documentés dans la RFP, restent valables pour la nouvelle échéance.

Mise en forme

La proposition du soumissionnaire doit se composer d'une proposition technique et d'une proposition financière dans deux plis séparés et scellés dans une seule grande enveloppe, sur laquelle il sera inscrit :



Lot 1 : RECRUTEMENT D'UN CABINET/CONSULTANT POUR L'EVALUATION DE LA REACTION COMMUNE AIGUE AU TCHAD

Réf. Lot 1 : #DAO00016- RECRUTEMENT POUR EVALUATION-AOUT-2024#

N.B : Toute enveloppe portant le nom du soumissionnaire sera disqualifiée

15. *Modification et retrait d'offre*

Le soumissionnaire peut modifier ou retirer son offre après l'avoir soumise, dans la mesure où l'avis écrit de la modification, de la substitution ou du retrait de l'offre est reçu par l'acheteur avant la date limite indiquée pour la soumission des offres.

L'avis de modification ou de retrait du soumissionnaire doit être préparé, placé dans une enveloppe fermée, marquée et expédiée. Aucune offre ne peut être modifiée après la date limite de remise des offres.

E. OUVERTURE DES PLIS ET ÉVALUATION DES OFFRES

16. *Examen préliminaire*

L'acheteur examinera les soumissions en date du **4 septembre 2024**, afin de déterminer si elles sont complètes, si des erreurs de calcul ont été commises, si toutes les sûretés exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés et si les soumissions sont en règle.

17. *Évaluation et comparaison des offres*

Les offres jugées substantiellement conformes en vertu des dispositions de la section 7 ci-dessus seront soumises au processus d'évaluation à l'aide des critères ci-dessous.

CRITÈRES D'ÉVALUATION	DESCRIPTION	PONDÉRATION 100 points
Compréhension des TDR	<ul style="list-style-type: none">Méthodologie basée sur les critères d'évaluationLa démarche méthodologiqueCanevas de rédaction du rapport.	30 points
Ressources humaines	CV du consultant principal et de ses accompagnateurs, expérience dans le domaine.	15 points
Planning	Plan de travail détaillé par axe (à partir de la réunion de cadrage jusqu'aux produits finaux).	15 points
Proposition financière (prix et conditions de paiement)	Offre la plus favorable évaluée sur la base du moins disant	40 points
		100 %

18. *Contacts avec l'acheteur*

Sous réserve des dispositions de la clause 5, aucun soumissionnaire ne doit prendre contact avec l'acheteur en rapport avec son offre entre la date d'ouverture des plis et la date d'attribution du contrat ou d'annonce du fournisseur autorisé sélectionné.

19. *Notification de l'octroi*

Avant l'expiration de la durée de validité des offres, l'acheteur informera le soumissionnaire retenu par écrit ou, si cela est nécessaire, par téléphone, lui indiquant que son offre a été acceptée et sélectionnée pour un contrat cadre d'achat pour les biens ou services en question. À ce moment, IRC aura également la possibilité de d'entamer des négociations avec le soumissionnaire sélectionné afin de mettre au point l'offre finale.

F. PASSATION DE CONTRATS

20. Octroi de contrat et notification

L'acheteur conclura un contrat avec le soumissionnaire retenu et informé dont l'offre a été jugée comme substantiellement conforme et comme répondant le mieux aux facteurs de prix et de performance, sous réserve que le soumissionnaire soit considéré comme apte à conclure le contrat cadre d'achat et à s'acquitter de ses obligations de façon satisfaisante.

Tous les fournisseurs peuvent adresser leurs questions sur le modèle de contrat d'IRC (annexe 4). Du moment où vous soumettez votre offre, cela sous-entend que vous acceptez l'utilisation du modèle de contrat.

21. Inspection

L'acheteur aura le droit d'examiner les biens afin de confirmer leur conformité au cahier des charges. L'inspection sera réalisée par un employé affecté par l'acheteur ou par un consultant compétent et réputé sélectionné par l'acheteur.

Par la suite, dans le cadre de la relation commerciale établie, si des biens ayant fait l'objet d'une inspection ne sont pas conformes aux spécifications, l'acheteur pourra les rejeter et le soumissionnaire devra remplacer les biens rejetés, sans encourir de retard, sauf si l'acheteur, à sa seule discrétion, consent à un tel retard.

22. Contrats de service ou de conseil

Pour les contrats de service, les attributions de contrats « temps et matériaux » ne sont pas autorisés, sauf s'il s'agit de la seule méthode adéquate et si un plafond est fixé.

23. Avis légal

L'acheteur se réserve le droit de modifier les dates du calendrier.

L'acheteur n'est nullement tenu d'accepter l'offre la moins chère et il n'est nullement tenu d'accepter une offre quelconque.

G. NORMES D'EXPLOITATION ÉTHIQUE

1. Conformité à la politique de Déontologie de IRC

La politique de Déontologie de IRC : normes de conduite professionnelle (« Déontologie de IRC »), qui est le code de conduite de IRC et est disponible à l'adresse : <https://www.rescue.org/page/our-code-conduct> et la Politique IRC de lutte contre le trafic d'êtres humains, disponible à l'adresse : <https://rescue.app.box.com/s/h6dv915b72o1mapxg3vczbqxjtboyel>. La politique de Déontologie de IRC comporte trois (3) valeurs principales – Intégrité, Service et Responsabilité – et vingt-deux (22) engagements.

La politique de Déontologie de IRC fait en sorte, entre autres, que IRC « ne se livre pas à des vols, à des manœuvres frauduleuses, au népotisme ou à la subornation, ou au trafic de substances illicites ». Les systèmes et les politiques d'approvisionnement de IRC sont conçus pour optimiser la transparence et minimiser le risque de corruption dans les activités de IRC.

IRC demande aux fournisseurs

- (i) d'informer IRC de toute atteinte à l'intégrité des activités de IRC dans le cadre du processus de RFP, et
- (ii) de signaler ce genre d'affaire par le biais de la ligne d'assistance confidentielle de IRC, à savoir Ethicspoint, qui est disponible à l'adresse www.ethicspoint.com ou via le numéro d'appel gratuit (866) 654-6461 aux États-Unis ou en PCV au (503) 352-8177 en dehors des États-Unis.

2. Politique anti-collusion des soumissionnaires

IRC interdit la collusion et disqualifie toutes les offres où sont décelés des signes de collusion. La collusion désigne les situations où des parties associées soumettent des offres différentes pour le même appel d'offres. La collusion se produit quand :

- a) Des membres d'une même famille soumettent des offres différentes pour le même appel d'offres

- b) Des sociétés différentes possédées par la même personne soumettent des offres différentes pour le même appel d'offres
- c) Les employés d'une société soumissionnaire soumettent des offres différentes par le biais de sociétés qu'ils possèdent, pour le même appel d'offres
- d) Des partenaires dans le cadre d'une offre soumettent des offres différentes sous leurs noms ou sociétés respectifs pour le même appel d'offres

On parle de collusion lorsqu'une personne est impliquée dans plusieurs sociétés soumettant des offres pour le même appel d'offres. En cas de collusion, IRC disqualifie toutes les personnes ou sociétés impliquées du processus d'appel d'offres en cours, et leur interdit de participer à d'autres appels d'offres à l'avenir. De plus, IRC peut communiquer des informations relatives à cette collusion à d'autres organismes d'aide humanitaires internationaux opérant dans la région, entraînant ainsi une perte d'opportunités commerciales pour les auteurs de la collusion.

Deputy Director of Operations



boxSIGN 1K89ZY4-4L6VPV0X

le 26/08/2024

Politique relative aux conflits d'intérêts et code de conduite des fournisseurs de IRC

Le Fournisseur accepte que lui-même et l'ensemble de ses employés et sous-traitants, le cas échéant, respectent toutes les politiques écrites établies de IRC en lien avec la conduite du travail, y compris, mais sans s'y limiter, la Politique de Déontologie de IRC : Normes de conduite professionnelle (« Déontologie de IRC »), le code de conduite de IRC, disponible à l'adresse <https://www.rescue.org/page/our-code-conduct> et la politique de lutte contre le trafic d'êtres humains de IRC, disponible à l'adresse : <https://rescue.app.box.com/s/h6dv915b72o1rnapxg3vczbqxjtbovel>.

La Politique de Déontologie de IRC comprend trois (3) valeurs principales – Intégrité, Service et Redevabilité – et vingt-deux (22) engagements. Le Fournisseur reconnaît que tous les employés et les sous-traitants indépendants de IRC sont censés appliquer ces valeurs principales et suivre ces engagements dans l'exécution de tout travail au nom de IRC. IRC met un point d'honneur à appliquer ces normes comportementales dans ses activités quotidiennes.

Intégrité : chez IRC, nous sommes ouverts, honnêtes et dignes de confiance dans toutes nos relations avec nos bénéficiaires, nos partenaires, nos collègues, nos donateurs, nos bailleurs de fonds et les communautés que nous touchons.

- Nous œuvrons pour gagner la confiance des communautés au sein desquelles nous travaillons et nous nous montrons dignes de la confiance que nous vaut notre réputation au service de nos bénéficiaires.
- Nous reconnaissons que nos employés dévoués et talentueux constituent notre plus grand atout, et nous nous conduisons dans le respect des normes les plus élevées qui soient, en tant qu'organisation et à titre individuel.
- Dans le cadre de son travail, IRC respecte la dignité, les valeurs, l'histoire, la religion et la culture des personnes qu'il sert.
- Nous respectons l'égalité des droits des femmes et des hommes, et nous ne soutenons aucune pratique portant atteinte aux droits de l'être humain, quelle qu'elle soit.
- Nous rejetons toutes les pratiques qui nuisent à l'intégrité de l'organisation, telles que, sous toutes leurs formes, l'exploitation, la discrimination, le harcèlement, les représailles et les abus à l'encontre des collègues, des bénéficiaires et des communautés au sein desquelles nous travaillons.
- Nous ne nous livrons pas à des actes de vol, de corruption, de népotisme, de trafic d'influence ou de trafic de substances illicites.
- Nous acceptons seulement des fonds et des dons provenant de sources dont les objectifs sont en harmonie avec notre mission, nos objectifs et nos capacités, dans la mesure où ils ne portent pas atteinte à notre indépendance et notre intégrité.
- Nous promouvons les droits de l'homme conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU et à la Convention relative aux droits de l'enfant.
- Nous appliquons de façon rigoureuse le Bulletin du Secrétaire général des Nations Unies relatif à la protection contre l'exploitation sexuelle et l'abus des bénéficiaires.
- IRC reconnaît ses obligations à l'égard de tous ses employés et part du principe qu'ils sont fidèles et coopératifs.

Service : chez IRC, nous estimons que nous sommes avant tout responsables envers les personnes que nous servons.

- IRC encourage l'autonomie et promeut le droit de chaque personne à participer pleinement aux décisions touchant à sa vie. C'est là un principe fondamental de notre travail.
- Nous créons des solutions durables et des conditions propices à la paix, à la stabilité et au développement social, économique et politique des communautés au sein desquelles nous travaillons.
- Nous concevons des programmes répondant aux besoins des bénéficiaires, notamment pour les secours d'urgence, la réadaptation, la protection des droits de l'homme, le développement post-conflit, la réinstallation et le plaidoyer en leur nom.

- Nous cherchons à adopter des bonnes pratiques en utilisant des indicateurs fondés sur des preuves qui témoignent de la qualité de notre travail.
- Nous adoptons le code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophes.

Redevabilité - Chez IRC, nous sommes redevables de notre comportement, de nos actions et de nos résultats, tant sur le plan individuel que collectif.

- Nous sommes redevables et transparents dans le cadre de nos relations avec nos collègues, nos bénéficiaires, nos partenaires, nos bailleurs de fonds et les communautés que nous touchons.
- Nous nous efforçons de nous plier aux lois des autorités gouvernementales des pays où nous exerçons nos activités.
- Nous assurons l'exactitude des informations financières et des informations relatives à nos objectifs et nos activités, et nous les diffusons aux parties prenantes.
- Nous utilisons les fonds qui nous sont confiés de façon responsable.
- Nous assurons la redevabilité individuelle de chaque membre de notre personnel à l'aide d'évaluations des performances.
- Nous utilisons les ressources dont dispose notre organisation pour faire avancer notre mission et atteindre nos objectifs stratégiques de façon rentable.
- Nous nous efforçons d'éliminer le gaspillage et les dépenses inutiles, et nous affectons le plus grand nombre possible de ressources aux personnes que nous servons.

Conflit d'intérêts et conformité légale

- Le fournisseur garantit par la présente que, à sa connaissance, aucun employé, dirigeant, consultant de IRC ou autre partie lié(e) à IRC n'a d'intérêts financiers dans les activités commerciales du fournisseur.
- Le fournisseur garantit par la présente que, à sa connaissance, aucun employé, dirigeant, consultant de IRC ou autre partie lié(e) à IRC n'a de lien de parenté avec les propriétaires du fournisseur.
- La découverte de tout conflit d'intérêts non divulgué donnera immédiatement lieu à la résiliation du contrat et disqualifiera le fournisseur pour ce qui est de participer aux activités actuelles et futures de IRC.
- Le fournisseur garantit par la présente que l'organisation n'exerce pas ses activités sous d'autres noms ou pseudonymes non déclarés à IRC.
- Le fournisseur garantit par la présente qu'il ne se livre pas à des vols, des manœuvres frauduleuses, au népotisme ou à la subornation, au trafic de substances illicites, et n'est impliqué dans et ne soutient aucune activité terroriste.
- Le fournisseur garantit par la présente qu'il se conforme à la totalité des lois, des statuts et des règlements, y compris, mais sans s'y limiter, aux contrôles d'exportation et contrôles d'importation, aux règlements douaniers, aux embargos commerciaux, ainsi qu'aux autres sanctions commerciales et lois régissant les boycotts et paiements illégaux aux représentants des gouvernements étrangers

Le fournisseur accepte de maintenir des normes éthiques et sociales élevées :

- Conditions de travail et droits sociaux : Interdiction du travail des enfants, asservissement ou travail forcé ; assurance de conditions de travail sûres et raisonnables ; liberté d'association ; absence d'exploitation, d'abus et de discrimination ; protection des droits sociaux fondamentaux de ses employés et des bénéficiaires de IRC ; interdiction de la traite des personnes.
- Aspects environnementaux : Fourniture de biens et de services présentant les répercussions les moins négatives sur l'environnement.
- Neutralité humanitaire : Efforts pour garantir que les activités ne rendent pas les civils plus vulnérables aux attaques, ou qu'elles n'apportent pas d'avantages involontaires à des acteurs militaires quelconques ou autres combattants.
- Transport et cargaison : Aucune implication dans la fabrication, la fourniture ou le transport illégaux d'armes ; aucune implication dans le trafic de drogues ou le trafic d'êtres humains.

La divulgation des conflits d'intérêts doit être faite par écrit au Coordinateur de la Chaîne d'approvisionnement ou au Directeur adjoint des opérations de votre pays. Dans le cas d'un approvisionnement mondial, veuillez écrire au GSCQA. E-mail : GSCQA@rescue.org.

Ces représentants officiels de IRC détermineront alors si un conflit d'intérêts existe véritablement, s'il est de nature substantielle et si la transaction envisagée peut être autorisée en tant que transaction juste, équitable et raisonnable. En cas de conflit, le fournisseur impliqué sera interdit de participation à la transaction.

Si vous estimez qu'un employé, un bénévole ou un stagiaire de IRC agit d'une façon non conforme aux présentes normes, veuillez en informer un superviseur ou effectuer un signalement par la ligne d'assistance confidentielle Ethicspoint, irc.ethicspoint.com, ou en appelant Ethicspoint au numéro d'appel gratuit (866) 654-6461 aux États-Unis ou au (503) 352-8177 en PCV en dehors des États-Unis. Les personnes signalant de bonne foi une conduite qu'elles estiment inappropriée ne feront pas l'objet de représailles. Tout signalement délibérément abusif ou tout manquement en matière de signalement de conduite constituant une violation des présentes normes peut donner lieu à une sanction disciplinaire.

En signant la présente déclaration, le fournisseur reconnaît que toute violation des normes de IRC ci-dessus donnera immédiatement lieu à la résiliation du contrat et le disqualifiera pour ce qui est de participer aux activités futures de IRC.

Nom du fournisseur :
Signature :
Fonction :
Nom en majuscules :
Date :



Annexe3

INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE

Formulaire d'Informations fournisseur

Les informations fournies seront utilisées pour évaluer la société avant la passation d'un contrat avec IRC.

Veillez remplir tous les champs.

Les champs marqués d'un astérisque (*) sont obligatoires.

Informations sur le fournisseur

Nom de la société	(Veillez joindre l'immatriculation ou la licence de la société et les statuts ou documents similaires si disponibles)	
Tout autre nom utilisé par la société (acronymes, abréviations, pseudonymes)		
Noms antérieurs de la société		
Adresse		
Site Internet		
Numéros de téléphone et de fax	Téléphone :	Fax :
Contact principal	Nom :	N° de téléphone :
	Adresse e-mail :	
* Adresse électronique de la personne ou de l'équipe chargée des comptes débiteurs		
Nombre d'employés		
Nombre de sites		
Valeur moyenne du stock disponible en \$		
Nom du ou des propriétaires de la société ou des membres du conseil d'administration	(Joindre des copies du passeport ou de la carte d'identité des propriétaires/directeurs de la société si disponibles)	
Sociétés mères, le cas échéant		
Filiales ou sociétés affiliées, le cas échéant		

Informations financières (Joindre des relevés et références bancaires si disponibles)

Nom et adresse de la banque	
Nom sous lequel la société est	

enregistrée auprès de la banque	
Modalités de paiement	Paielement par : <u>Chèque</u> Oui Non <u>Virement bancaire</u> Oui Non
Préciser le délai de paiement net (net 15, 30, etc.)	

Informations sur les produits ou services

Énumérer la gamme de produits ou services proposés	
Base de tarification (catalogue, liste, etc.)	

Références (de préférence références d'entreprises et d'autres ONG)

Nom du client :	<u>Nom, téléphone, adresse électronique du contact :</u>
Nom du client :	<u>Nom, téléphone, adresse électronique du contact :</u>
Nom du client :	<u>Nom, téléphone, adresse électronique du contact :</u>

Auto-attestation d'éligibilité du fournisseur

La société atteste que :

1. Elle n'est pas interdite, suspendue ou autrement exclue de participation à une opportunité d'offre concurrentielle impliquant un bailleur de fonds majeur (p. ex. Union Européenne, gouvernement d'un pays européen ou des États-Unis, Organisation des Nations Unies).
2. Elle n'est pas en faillite ni en cours de liquidation, ses activités ne sont pas placées sous administration judiciaire, elle n'a pas pris de dispositions avec des créanciers, ses activités commerciales ne sont pas suspendues, elle ne fait pas l'objet d'une procédure similaire et ne se trouve pas dans une situation analogue en raison d'une procédure similaire en vertu des lois ou réglementations nationales.
3. Elle n'a pas été condamnée pour un délit relatif à sa conduite professionnelle.
4. Elle n'a pas été jugée coupable d'une faute professionnelle grave prouvée qu'une administration contractante peut justifier, et n'a pas été déclarée en situation de rupture de contrat en raison d'un manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre d'un contrat conclu dans le cadre de ses activités courantes.
5. Elle a rempli ses obligations en matière de cotisations à la sécurité sociale ou de paiement d'impôts conformément aux dispositions légales du pays dans lequel elle est implantée ou de pays dans lequel le travail doit être réalisé.

6. Elle n'a pas fait l'objet d'un jugement pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou à toute autre activité illégale.

7. Elle respecte des normes d'éthique et de conditions sociales élevées, notamment à l'égard des éléments suivants :

- Conditions de travail et droits sociaux : Empêcher le travail des enfants, l'asservissement ou le travail forcé ; assurer des conditions de travail sûres et raisonnables ; liberté d'association ; absence d'exploitation, d'abus et de discrimination ; protection des droits sociaux fondamentaux de ses employés et des bénéficiaires de IRC.
- Aspects environnementaux : Fourniture de biens et de services présentant les répercussions les moins négatives sur l'environnement.
- Neutralité humanitaire : Efforts pour garantir que les activités ne rendent pas les civils plus vulnérables aux attaques, ou qu'elles n'apportent pas d'avantages involontaires à des acteurs militaires quelconques ou autres combattants.
- Transport et cargaison : Aucune implication dans la fabrication, la fourniture ou le transport illégaux d'armes ; aucune implication dans le trafic de drogues ou le trafic d'êtres humains.

8. La société atteste que, à sa connaissance, aucun employé, cadre dirigeant, consultant de IRC ou autre partie liée à IRC n'a d'intérêts financiers dans les activités commerciales de la société, et qu'aucun employé de IRC n'est apparenté aux propriétaires de la société. La découverte d'une situation de conflit d'intérêts non divulguée entraînera une révocation immédiate du statut de la société en tant que fournisseur agréé et disqualifiera la société de toute possibilité ultérieure de devenir un fournisseur de IRC.

Le fournisseur confirme par la présente que l'organisation n'exerce pas ses activités sous d'autres noms ou pseudonymes non déclarés à IRC.

10. Le fournisseur garantit par la présente qu'il ne se livre pas à des vols, des manœuvres frauduleuses, au népotisme ou à la subornation, au trafic de substances illicites, et n'est impliqué dans et ne soutient aucune activité terroriste.

11. Le Fournisseur doit se conformer à la totalité des lois, des statuts et des règlements, y compris, mais sans s'y limiter, aux contrôles d'exportation et contrôles d'importation, aux règlements douaniers, aux embargos commerciaux, ainsi qu'aux autres sanctions commerciales et lois régissant les boycotts et paiements illégaux aux représentants des gouvernements étrangers ;

En signant le formulaire de renseignements concernant le fournisseur, vous attestez que votre société a le droit de fournir des biens et services aux organisations financées par de grands bailleurs de fonds et que toutes les déclarations ci-dessus sont exactes et factuelles.

Nom de la société _____

Nom du représentant : _____

Fonction : _____

Signature _____

Date : [_____]

Je soussigné, _____ , un employé de IRC ayant rempli et examiné le présent formulaire, confirme l'exactitude des informations fournies :

Nom _____

Fonction _____

Signature _____

Date* _____

*Le fournisseur doit de nouveau faire l'objet d'une autorisation un an après cette date.

Annexe 4

ACCORD DE SERVICES PAR ET ENTRE INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE, INC. ET **NOM**

CET ACCORD DE SERVICES (« Accord ») est conclu le **_____**, 20**__**, par et entre International Rescue Committee, Inc. (« IRC »), une organisation à but non lucratif, située à New York dont l'adresse est 122 East 42nd Street, New York, NY 10017, États-Unis d'Amérique et **NOM**, une **société/entreprise/société à responsabilité limitée** de **ÉTAT/PAYS** dont l'adresse légale est **ADRESSE** (« Prestataire ») (individuellement une « Partie » et collectivement les « Parties »).

Référence de l'accord : ##**RÉFÉRENCE**##

CONSIDÉRANT QUE, IRC désire retenir les services du Prestataire et que le Prestataire désire fournir de tels services à IRC, selon les conditions générales contenues dans la présente.

EN CONSÉQUENCE, en prenant en compte les engagements formels réciproques et les accords ci-inclus, ainsi que d'autres considérations valables et pertinentes, dont la réception et la suffisance sont reconnues par les présentes, les Parties aux présentes, qui en reconnaissent le caractère exécutoire, conviennent de ce qui suit :

1. RELATION ENTRE LES PARTIES

Les Parties conviennent et reconnaissent que le Prestataire travaille en tant que sous-traitant indépendant et que le Prestataire n'est pas et ne deviendra pas un **employé**, un partenaire, un agent ou un partenaire principal de IRC pendant la durée de validité de cet Accord. Rien dans la présente n'est réputé créer une co-entreprise, un partenariat ou une agence entre les Parties, et ni IRC ni le Prestataire n'ont le pouvoir d'obliger ou de lier l'autre de quelque manière que ce soit.

2. DURÉE DE L'ACCORD

Sous réserve des conditions et modalités prévues dans la présente, y compris, mais sans s'y limiter, les dispositions pour résiliation comme prévu ci-après, la durée de cet Accord doit commencer le **DATE** et se terminer le **DATE** à moins qu'il en ait été convenu différemment par écrit par les Parties (la « Durée »).

3. SERVICES À FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE

3.1 Selon les termes et dispositions du présent accord, le Prestataire accepte de fournir les services suivants (« Étendue du travail ») :

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES SERVICES À FOURNIR

AVIS AU PERSONNEL DE IRC – S'il existe des Prestations à livrer associées à l'Étendue du travail, veuillez inclure la langue qui suit dans la description des services. Veuillez également garder à l'esprit que la date butoir pour TOUTES LES PRESTATIONS À LIVRER doit être d'AU MOINS À 30 JOURS AVANT L'ÉCHÉANCE DE LA PORTÉE DE TRAVAIL

(VEUILLEZ SUPPRIMER LE TEXTE PRÉCÉDENT EN MAJUSCULES AVANT DE SIGNER)

Pendant la Durée, le Prestataire doit achever les Prestations suivantes conformément au paragraphe suivant (« Prestations à livrer ») :

LISTE DES PRESTATIONS À LIVRER

3.2 Le Prestataire accepte de tout mettre en œuvre pour (i) remplir les devoirs et responsabilités exposés dans le présent Accord ; (ii) réaliser l'Étendue du travail en temps et en heure, et (iii) informer rapidement IRC de toute révision, modification ou tout changement potentiel et/ou déviation de la Portée de travail ou toute autre cause qui pourrait entraver le Prestataire dans la réalisation de la Portée de travail. À des fins de clarification, toute révision, modification, tout changement mentionné ci-dessus et/ou déviation de l'Étendue du travail devra faire l'objet d'un accord écrit préalable de IRC.

3.3 Le Prestataire déterminera la méthode, les détails et les moyens de réalisation de l'Étendue du travail, conformément aux conditions générales exposées dans la présente.

3.4 Le Prestataire peut, à ses frais, utiliser les employés ou sous-traitants qu'il estime nécessaire à la réalisation de l'Étendue du travail. IRC ne contrôle ni ne dirige ou supervise ni le Prestataire ni ses employés ou sous-traitants, au cas échéant, dans la réalisation de l'Étendue du travail. Cependant, le Prestataire accepte que lui-même, ses employés et sous-traitants, le cas échéant, respectent toutes les politiques écrites établies de IRC en lien avec la conduite du travail, y compris, mais sans s'y limiter, le code de déontologie de IRC (le document intitulé « The IRC Way : Standards for Professional Conduct »), et la Politique de lutte contre la traite des personnes, ainsi que toutes autres procédures et politiques de sécurité.

3.5 À la demande expresse de IRC, le Prestataire accepte de (i) présenter un rapport final à IRC concernant l'Étendue du travail ; et (ii) fournir des rapports périodiques écrits à IRC concernant l'Étendue du travail.

4. AUTRES EMPLOIS

IRC reconnaît que le Prestataire, peut, au cours du présent Accord, être engagé dans d'autres activités et peut être appelé à fournir une prestation de services similaires ou identiques à d'autres sociétés.

5. ASSURANCE ET AVANTAGES

5.1 Le Prestataire accepte et reconnaît qu'en tant que sous-traitant indépendant, le Prestataire, ainsi que ses employés et sous-traitants (le cas échéant) n'ont droit à aucun des avantages accordés aux employés de IRC, y compris, mais sans s'y limiter, à une assurance invalidité, une assurance chômage, une indemnisation des accidents du travail, une assurance contre les accidents de voyage d'affaires, une couverture d'évacuation d'urgence, un congé maladie ou tout autre avantage social ou assurance. Le Prestataire renonce à tous les droits liés à de tels avantages, y compris tout droit à une réclamation pour des avantages sociaux quelconques dans le cadre de toute loi fédérale, étatique ou locale applicable.

5.2 Le Prestataire accepte d'assumer l'entière responsabilité de la fourniture, à ses frais, de toute assurance professionnelle, de responsabilité civile, toute assurance médicale et

autre assurance applicable (y compris une assurance chômage, une assurance invalidité et une assurance d'indemnisation des accidents du travail) au Prestataire et aux employés et sous-traitants du Prestataire (le cas échéant) qui travaillent dans le cadre de cet Accord. En signant cet Accord, le Prestataire certifie qu'il a obtenu toute couverture d'assurance applicable nécessaire à l'exécution de cet Accord. Sur demande de IRC, le Prestataire accepte de fournir la preuve de toute assurance susmentionnée. Le Prestataire accepte d'indemniser IRC de la totalité des réclamations, coûts, pertes, frais, pénalités, intérêt ou dommages subis par IRC en raison du défaut de conformité à cet Article 5 par le Prestataire.

6. TAXES

6.1 IRC ne doit ni payer ni retenir d'impôts sur le revenu ou sur le salaire au niveau fédéral, étatique ou local de quelle sorte que ce soit au nom du Prestataire ou des employés ou des sous-traitants du Prestataire, le cas échéant.

6.2 Le Prestataire accepte d'assumer la pleine responsabilité de toutes les déclarations de revenus du Prestataire à la suite de cet Accord, et doit assumer l'entière responsabilité pour le paiement de toutes les taxes, évaluations, prestations de sécurité sociale ainsi que toute autre taxe encourue à la suite de la compensation payée par IRC au Prestataire pour les Services dans le cadre de cet Accord. Le Prestataire accepte d'assumer l'entière responsabilité financière et légale pour la totalité des taxes, des évaluations et des pénalités qui peuvent être imposées à IRC au cas où une agence, un organisme de régulation ou un tribunal d'une juridiction compétente quelconque ferait la constatation, ou rendrait une décision ou un jugement indiquant que le Prestataire n'est pas un sous-traitant indépendant. Le Prestataire accepte en outre d'indemniser IRC de la totalité des réclamations, coûts, pertes, frais, pénalités, intérêt ou dommages subis par IRC par suite d'un défaut de conformité à cet Article 6 de la part du Prestataire.

7. MODALITÉS DE PAIEMENT

À titre de contrepartie pleine et entière des services rendus en vertu de cet Accord, IRC doit payer au Prestataire la somme totale de **MONTANT/DEUISE EN LETTRES (MONTANT/DEUISE), EN CHIFFRES**, qui doit être payé dans un délai de (30) jours calendaires à compter de la réception par IRC et de l'approbation de la/les facture(s) du Prestataire, ainsi que de l'achèvement satisfaisant des Prestations à livrer du Prestataire. Le Prestataire accepte et reconnaît que IRC se réserve le droit de suspendre le dernier paiement jusqu'à ce que toutes les Prestations de l'Étendue du travail du présent Accord soient reçues et approuvées par IRC. Les factures du Prestataire doivent être envoyées à **NOM** à **ADRESSE EMAIL**.

8. FRAIS PROFESSIONNELS

8.1 Les Parties acceptent et reconnaissent que IRC n'est pas responsable envers le Prestataire des dépenses payées ou encourues par le Prestataire en rapport avec l'Étendue du travail, sauf accord écrit de IRC. Le Prestataire est l'unique responsable du paiement de tels défraiements. Le Prestataire accepte d'indemniser IRC de la totalité des réclamations, coûts, pertes, frais, pénalités, intérêt ou dommages subis par IRC suite à un défaut de conformité à cet Article 8 de la part du Prestataire.

8.2 Nonobstant ce qui précède, le Prestataire doit présenter des reçus à IRC de façon à pouvoir être défrayé de ses dépenses (le cas échéant).

9. CHARGES

Sauf dispositions contraires fournies dans la Section 16 ci-après, au cas où le Prestataire serait dans l'incapacité de réaliser l'Étendue du travail, avant ou dans les limites de la/des date(s) spécifiée(s), le Prestataire doit payer à IRC des intérêts compensatoires de **NOMBRE EN LETTRES** pour cent (**NOMBRE EN CHIFFRES**%) de la compensation totale à payer au Prestataire par jour de retard, calculé à partir de trois (3) jours calendaires après la date de livraison applicable. Jusqu'à ce que les Services concernés soient terminés par le Prestataire et approuvés par IRC, ou le taux maximum légalement autorisé, selon le montant le moins élevé (de tels intérêts compensatoires étant des « Charges »). De telles Charges doivent être déduites de la facture suivante du Prestataire, ou le Prestataire doit émettre un crédit du montant total des Charges, immédiatement payable par le Prestataire à IRC.

10. INFORMATIONS CONFIDENTIELLES ET EXCLUSIVES

10.1 Le Prestataire comprend que IRC peut divulguer au Prestataire, dans le cadre de cet Accord, des informations de nature confidentielle, notamment, mais sans limitation, des fichiers, des informations sur les donateurs ou les bénéficiaires, des registres, des schémas, des spécifications, des équipements et d'autres articles similaires concernant les activités de IRC, qui (a) sont marquées clairement de façon bien lisible et bien en vue comme étant « confidentielles » ou avec une désignation similaire ; (b) sont identifiées par IRC comme étant confidentielles et/ou exclusives avant, pendant ou rapidement après présentation ou communication ; ou (c) sont divulguées par IRC au Prestataire avec un mode de communication tel, ou le Prestataire devrait avoir raisonnablement compris dans de telles circonstances, que la divulgation devait être traitée comme confidentielle, indépendamment de la désignation spécifique « confidentielle » ou d'une autre désignation similaire (« Informations confidentielles »). Les Informations confidentielles ne doivent pas inclure des informations (a) connues antérieurement du Prestataire sans obligation de confidentialité due envers IRC, (b) développées de manière indépendante par ou pour le Prestataire sans l'usage de ou l'accès aux Informations confidentielles de IRC, (c) acquises par le Prestataire d'un tiers dont le Prestataire ne sait pas qu'il est sous une obligation de confidentialité envers IRC quant à des telles informations, ou (d) qui sont ou qui deviennent publiquement disponibles sans violation de cet Accord par le Prestataire.

10.2 Les Informations confidentielles doivent demeurer la propriété de IRC et ne doivent être retirées des locaux de IRC en aucun cas sans le consentement de IRC. Pendant la durée de cet Accord et à tout moment par la suite, sauf avec consentement préalable écrit de IRC, le Prestataire ne doit (a) divulguer aucune Information confidentielle de IRC à quiconque outre ses **dirigeants, directeurs**, employés, avocats, comptables, conseillers financiers et sous-traitants qui sont activement engagés dans l'exécution des obligations dans le cadre de cet Accord ; (b) utiliser aucune Information confidentielle, excepté pour l'exécution des obligations dans le cadre de cet Accord ; (c) faire des copies ou autoriser d'autres personnes à faire des copies de telles Informations confidentielles, sauf en rapport avec les divulgations présentées conformément à cette Section 10.2 (a) ou (b) ; ou (d) supprimer ou exporter toutes Informations confidentielles du pays du Prestataire en violation des lois applicables. Le Prestataire doit traiter les Informations confidentielles avec au moins le même degré de traitement et de protection qu'il le ferait avec ses propres informations confidentielles de nature similaire, mais en aucun cas avec un degré moindre qu'une norme raisonnable de traitement.

10.3 Dans les cas suivants :

- (a) une fois que des Informations confidentielles quelconques ne sont plus nécessaires pour l'exécution des obligations du Prestataire pour IRC,
- (b) à la date d'expiration ou à la résiliation précoce de cet Accord, ou
- (c) à chaque fois que IRC peut autrement exiger par écrit le retour de telles informations confidentielles,

le Prestataire devra détruire, mettre hors d'usage ou livrer à IRC, dans un délai de trente (30) jours calendaires, toute copie des Informations confidentielles (qu'elles soient sous forme tangible ou électronique) de IRC fournies en vertu des présentes, en la possession, garde ou contrôle du Prestataire, sauf dans la mesure où, et uniquement tant que cela est exigé par la loi ou que cela est nécessaire en rapport avec un litige réel ou anticipé, ou à des fins fiscales ou d'audit afin de maintenir une copie archivée de ces dernières.

11. DROIT DE PROPRIÉTÉ DES PARTIES

11.1 Les Parties conviennent et reconnaissent que IRC est le seul propriétaire de tous les produits et gains dérivés de l'Étendue du travail du Prestataire dans le cadre du présent Accord, y compris, mais sans s'y limiter, la totalité du matériel, des écrits, des rapports, des conceptions, des modèles, des schémas, des photographies, des compilations de données scientifiques et techniques, des spécifications, des bases de données informatiques, des logiciels, des inventions, des processus et autres propriétés intellectuelles établies par écrit ou sur d'autres supports (les « Travaux »).

11.2 Les Parties conviennent et reconnaissent que la totalité du droit, du titre et de l'intérêt dans le monde entier pour tous les Travaux qui sont conçus, préparés, procurés, générés ou produits, qu'ils soient ou non réduits par pratique, par le Prestataire, soit tout seul, soit conjointement avec d'autres, pendant la durée de, en connexion avec, ou par rapport à la performance de cet Accord, doit être et est par la présente assigné et confié par le Prestataire à IRC.

11.3 Pendant la durée du présent Accord, le Prestataire peut créer certains Travaux pour IRC qui peuvent faire l'objet de copyright selon la loi des États-Unis d'Amérique. Dans la mesure où de tels Travaux sont créés, il sera considéré que le Prestataire aura créé un « travail réalisé sur commande » pour IRC, tel que défini au sens du titre 17 du Code des États-Unis ou toute autre loi industrielle ou de propriété intellectuelle applicable. Dans le cas où un Travail créé par le Prestataire ne peut pas être considérée comme « travail réalisé sur commande », le Prestataire transfère et attribue irrévocablement par la présente à IRC tous ces droits de propriété intangibles, y compris tout copyright, libre et quitte de toute réclamation que le Prestataire peut acquérir ou obtenir maintenant ou par la suite en connexion avec les Travaux.

11.4 Le Prestataire accepte d'exécuter tous les documents que IRC peut, le cas échéant, juger nécessaires ou désirables pour attester, maintenir, perfectionner, protéger, appliquer ou défendre ses droits, ou titre et intérêt pour les Travaux, et d'accomplir tout autre acte légal que IRC peut exiger afin d'établir, de documenter et de protéger de tels droits, un tel titre ou un tel intérêt.

11.5 Le Prestataire accepte d'acquérir auprès de chacun des employés et sous-traitants, le cas échéant, du Prestataire, les droits nécessaires pour de tels Travaux, produits par tout employé ou sous-traitant en question (le cas échéant), afin d'exécuter l'Étendue du travail dans le cadre de cet Accord.

11.6 Définitions. Aux fins du présent Accord, les termes en lettres majuscules suivants ont le sens attribué à ces termes dans cette Section, sauf si le contexte exige un autre sens :

- (a) « Caractéristiques des marques » signifie les noms de marques, les appellations commerciales, les marques de services, les logos, les noms de domaine et l'image commerciale de chaque Partie.
- (b) « Droits de propriété intellectuelle » signifie tous les droits existants, à tout moment, en droit des brevets, droits d'auteur, droits moraux, droit se rapportant aux secrets commerciaux, droit des marques, qu'elles soient enregistrées ou non, et tous les autres droits de propriété similaires, ainsi que la totalité des applications, des renouvellements, des extensions, des demandes de division, des pérennisations, des restitutions et des rétablissements de ces derniers, maintenant ou ultérieurement, qui sont en vigueur et exécutoires dans le monde entier.

11.7 Caractéristiques des marques.

- (a) Caractéristiques des marques. Le Prestataire reconnaît que IRC est l'unique propriétaire de tout droit, titre et intérêt, y compris, mais sans limitation, tous les droits de propriété intellectuelle, dans et pour ses propres Caractéristiques de marques. Sauf dans les limites explicitement définies dans cet Accord, IRC ne doit pas octroyer, et le Prestataire ne doit pas acquérir de droit, titre ou intérêt quelconque (y compris, mais sans s'y limiter, toute licence implicite) dans et pour n'importe quelles Caractéristiques de marque de IRC, et tous les droits non expressément accordés dans ce document sont réputés réservés. Tout usage du Prestataire des Caractéristiques de marques de IRC dans le cadre de cet Accord (notamment toute image de marque qui y est associée) doit être appliqué à l'avantage de IRC. Le Prestataire ne doit pas tenter d'inscrire ou de faire inscrire en son nom des Caractéristiques de marques ou des noms de domaine qui sont similaires à ceux de IRC et de nature à prêter à confusion.
- (b) Licence pour les Caractéristiques des marques IRC. Sous réserve des conditions générales du présent Accord, IRC octroie au Prestataire une licence non exclusive et non sous-licenciable pendant la Durée de l'Accord afin d'utiliser le nom de IRC, « International Rescue Committee », et d'afficher les Caractéristiques des marques IRC expressément autorisées par écrit par IRC, uniquement aux fins expressément définies dans la présente. Lors de l'usage par le Prestataire d'une Caractéristique de marques quelconque, le Prestataire convient de respecter toute directive de traitement des marques de IRC à utiliser pour les Caractéristiques des marques de IRC données au Prestataire (le cas échéant), que IRC peut mettre à jour selon ses besoins avec un préavis au Prestataire. Le Prestataire reconnaît que tous les usages par lui-même qui sont susmentionnés et qui ne sont pas autorisés par IRC par écrit, sont réputés une violation de cet Accord.
- (c) Pas de licence implicite. Rien dans cet Accord ni dans la performance de ce dernier, ou qui pourrait autrement être prévu par la loi n'aura pour effet d'octroyer le moindre droit, titre ou intérêt au Prestataire, implicite ou autre, dans ou pour les Droits de propriété intellectuelle de IRC aux présentes, autre que les droits et licences expressément octroyés dans cet Accord. IRC réserve

expressément tous les Droits de propriété intellectuelle non expressément octroyés ci-dessous.

12. RÉSILIATION

12.1 IRC réserve expressément tous ses droits, pendant la Durée du présent Accord, de résilier ledit Accord à son entière discrétion, à cinq (5) jours suivant le préavis écrit au Prestataire. Le préavis de IRC sera présumé déposé et prendra effet selon les dispositions exposées à l'article 14 sur le dépôt de préavis.

12.2 À la date effective de résiliation, Le Prestataire convient de cesser tout travail dans le cadre du présent Accord et de prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour préserver tous les Travaux et livrer rapidement lesdits Travaux à IRC.

12.3 Sauf disposition contraire prévue ici, à la résiliation ou l'expiration de cet Accord, IRC n'aura aucune autre obligation envers le Prestataire, excepté le fait que le Prestataire aura le droit de recevoir des paiements acquis ou accumulés jusqu'à la date de résiliation ou d'expiration. Nonobstant ce qui précède, aucune résiliation ni expiration de cet Accord n'exonère le Prestataire de sa responsabilité quelconque pour toute violation de ou responsabilité liée à cet Accord avant la résiliation ou l'expiration de ce dernier.

13. RESPONSABILITÉS ET INDEMNISATIONS

13.1 Conformément aux conditions générales du présent Accord, IRC ne peut être tenu aucunement responsable des actes ou omissions du Prestataire, des employés ou sous-traitants - s'il en est - du Prestataire.

13.2 Le Prestataire est entièrement responsable et devra défendre, indemniser et ne pas engager la responsabilité de IRC, ses filiales et tous ses dirigeants respectifs, administrateurs, employés, agents et sous-traitants indépendants (toutes ces entités et individus étant collectivement nommées les « Indemnisés ») envers et contre tous dommages, responsabilités, dommages corporels, pertes, réclamations, poursuites, jugements, coûts (y compris les honoraires raisonnables d'avocats et d'experts) ou toutes autres dépenses pour des dommages pouvant être encourus par, opposés ou recouvrables auprès de quelqu'Indemnisé survenant de ou en rapport avec (i) l'inexactitude, le mensonge ou un manquement à toutes représentations du Prestataire, garanties, conventions ou accords du présent Accord, ou (ii) les activités du Prestataire, des employés du Prestataire ou de ses sous-traitants (s'il en est) au titre du présent Accord, y compris, mais sans s'y limiter, des violations avérées ou soupçonnées de la loi ou des règlements en vigueur concernant les actes de piratage, plagiat, violation de copyright ou autre action impropre.

13.3 Limite de responsabilité. EN AUCUN CAS IRC NE SAURAIT ÊTRE TENU RESPONSABLE ENVERS LE PRESTATAIRE OU SES AFFILIÉS POUR TOUT DOMMAGE INDIRECT, ACCESSOIRE, PARTICULIER OU CONSÉCUTIF PROVENANT D'UNE RÉCLAMATION DANS LE CADRE DE CET ACCORD, Y COMPRIS, SANS S'Y LIMITER, TOUS DOMMAGES POUR TOUTE INTERRUPTION D'ACTIVITÉ, PERTE DE BÉNÉFICES OU DE REVENUS, POUR COÛT DE CAPITAL OU PERTE D'UTILISATION QUELCONQUE POUR N'IMPORTE QUELLE PROPRIÉTÉ OU N'IMPORTE QUEL CAPITAL, QUE CE SOIT EN MATIÈRE DE CONTRAT, DE DÉLIT CIVIL, DE RESPONSABILITÉ STRICTE OU DE NÉGLIGENCE, MÊME SI IRC A ÉTÉ INFORMÉ DE LA POSSIBILITÉ DE TELS DOMMAGES.

14. AVIS

Tous les avis, demandes, consentements, réclamations, exigences, dérogations et autres communications (« Avis ») en vertu de la présente doivent se faire par écrit et être soumis (a) en mains propres ; (b) par un service de messagerie 24 heures sur 24 de réputation nationale ; (c) par courrier électronique (avec accusé de réception) ; ou (d) par courrier recommandé ou certifié, demande d'avis de réception, port payé. De tels avis sont en vigueur à leur réception (ou au refus de cette dernière) et doivent être envoyés aux Parties respectives aux adresses suivantes :

Si adressé à IRC :

International Rescue Committee Inc.
À l'attention de : **NOM**
Adresse : 122 East 42nd Street, 12th Floor
New York, NY 10168-1289 - États-Unis
Téléphone : **NUMÉRO DE TÉLÉPHONE**
E-mail : **ADRESSE E-MAIL**

Si adressé au Prestataire :

Nom : **NOM**
Adresse : **ADRESSE**
ADRESSE
Téléphone **NUMÉRO DE TÉLÉPHONE**
E-mail : **ADRESSE E-MAIL**

15. DÉCLARATIONS ET ATTESTATIONS

15.1 Attestations du Prestataire. En vertu de la présente, le Prestataire déclare et atteste à IRC que :

(a) Le Prestataire est en conformité avec toutes les lois, statuts et règlements applicables, y compris, mais sans s'y limiter, avec les contrôles d'exportation et contrôles d'importation, avec les règlements douaniers, les embargos commerciaux, ainsi que d'autres sanctions commerciales et lois régissant les boycotts et paiements illégaux aux représentants des gouvernements étrangers ;

(b) Le Prestataire reconnaît qu'il est interdit au Prestataire d'effectuer des transactions avec, d'apporter des ressources et accorder un soutien à des individus et des organisations liés au terrorisme. La responsabilité juridique de la garantie de la conformité vis-à-vis de ces interdictions est du ressort du Prestataire, notamment en ce qui concerne la conformité de ses sous-traitants, le cas échéant ;

(c) Ni le Prestataire ni aucune de ses succursales ou sociétés affiliées ne sont engagés dans la vente ou la fabrication de mines antipersonnel ou de composants utilisés dans la fabrication de mines antipersonnel ;

(d) Le Prestataire a souscrit à une assurance accident appropriée pour tous ses employés réalisant un travail dans le cadre du présent Accord. Le Prestataire certifie que (1) il n'a pas été radié, suspendu ou autrement interdit de conclure un marché avec le gouvernement fédéral des États-Unis ; et (2) il n'a pas utilisé et n'utilise pas de fonds fédéraux des États-Unis pour faire pression sur un membre du Congrès, un dirigeant ou un employé

d'un membre du Congrès en rapport avec la délivrance d'un contrat fédéral, d'une subvention ou toute autre contribution.

15.2 Déclarations et Attestations des Parties. Chaque Partie déclare et atteste que : (a) elle a le plein pouvoir de conclure cet Accord et d'effectuer ses obligations en vertu de la présente ; (b) elle s'est correctement inscrite dans toutes les juridictions pour sa performance dans le cadre de cet Accord ; et (c) elle a obtenu tous les permis, toutes les licences et autres autorisations gouvernementales ainsi que les approbations nécessaires pour sa performance dans le cadre de cet Accord.

15.3 Conformité aux lois. Cet Accord est soumis à la totalité des lois, statuts et règlements étatiques, fédéraux, provinciaux et municipaux, applicables, y compris les lois sur le travail des enfants. Le Prestataire doit être en conformité avec la totalité des lois, des statuts et des règlements, y compris, mais sans s'y limiter, aux contrôles d'exportation et contrôles d'importation, aux règlements douaniers, aux embargos commerciaux, ainsi qu'aux autres sanctions commerciales et lois régissant les boycotts et paiements illégaux aux représentants des gouvernements étrangers.

16. FORCE MAJEURE

Sauf disposition contraire prévue ici, aucune Partie ne perd ses droits ou ne sera responsable en vertu des présentes pour un manquement ou un retard dans la performance de l'une de ses obligations en vertu des présentes (« la Partie défaillante ») si (a) le manquement ou le retard est le résultat d'une catastrophe naturelle (par ex. un incendie, une inondation, du mauvais temps, une épidémie ou un tremblement de terre) ; des actes de guerre ou de terrorisme, y compris des guerres chimiques ou biologiques ; un embargo ; des émeutes ; une insurrection ou intervention d'un gouvernement ou d'une autorité quelconque ; ou tout autre acte, ordonnances ou autres restrictions de gouvernement ; et (b) la Partie défaillante a fourni tous les efforts raisonnables pour éviter ou remédier à une telle force majeure. La Partie défaillante doit fournir un avis par écrit de l'événement de force majeure à la Partie restante dans les deux (2) jours calendaires à compter d'un tel événement. Le Prestataire reconnaît qu'au cas où il ne fournirait pas tous les efforts raisonnables afin d'éviter ou de remédier à une telle force majeure ou qu'un avis par écrit n'est pas fourni dans les deux (2) jours calendaires à compter d'un tel événement, tout manquement ou retard du Prestataire dû à une telle force majeure est réputé une violation de cet Accord.

17. CONFLIT D'INTERET ; NORMES D'EXPLOITATION ETHIQUES ET SOCIALES

17.1 Conflit d'intérêts.

(a) Le Prestataire garantit par la présente que, autant qu'il le sache, aucun employé, dirigeant, consultant IRC ou autre partie lié(e) à IRC n'a d'intérêts financiers dans les activités commerciales du Prestataire.

(b) La découverte d'un conflit d'intérêts non divulgué entraînera la résiliation immédiate de cet Accord et l'interdiction du Prestataire de participer à des activités futures de IRC.

17.2 Normes d'exploitation éthiques et sociales.

(a) Le Prestataire reconnaît par la présente que IRC adhère aux valeurs principales d'intégrité, de service et de responsabilité dans tous les domaines de son travail, y compris les

passassions de marché. Les employés de IRC et les sous-traitants indépendants doivent se conduire conformément à ces valeurs. IRC, par la présente, demande que le Prestataire informe un superviseur de IRC ou utilise la ligne de téléphone confidentielle de IRC, Ethicspoint, qui est accessible sur www.ethicspoint.com ou via les numéros gratuits (866) 654-6461 aux États-Unis, ou en PCV au (503) 352-8177 en dehors des États-Unis.

(b) Le Prestataire accepte par la présente de maintenir des normes élevées d'exploitation éthiques et sociales pendant la Durée de l'Accord, notamment :

- Conditions de travail et droits sociaux : Interdiction du travail des enfants, asservissement ou travail forcé ; assurance de conditions de travail sûres et raisonnables ; liberté d'association ; absence d'exploitation, d'abus et de discrimination ; protection des droits sociaux fondamentaux de ses employés et des bénéficiaires de IRC ; et interdiction de la traite des personnes. Afin d'éviter toute ambiguïté, le Prestataire ne devra discriminer aucun des bénéficiaires de IRC pendant la Durée de l'Accord, par exemple, sans s'y limiter, en retardant, en influençant de manière négative, ou en refusant un accès équitable aux avantages fournis par cet Accord en se basant sur un quelconque élément qui n'est pas expressément mentionné dans le présent Accord. Cela comprend, par exemple, la race, la couleur de peau, la religion, le sexe (y compris l'identité sexuelle, l'orientation sexuelle et la grossesse), le pays d'origine, le handicap, l'âge, les informations génétiques, l'état civil, la situation parentale, l'affiliation politique ou le statut d'ancien combattant. Rien dans cette disposition ne saurait limiter la capacité du Prestataire à remplir ses obligations dans le cadre de l'Accord.
- Aspects environnementaux : Fourniture de biens et de services avec les répercussions les moins négatives sur l'environnement.
- Neutralité humanitaire : Efforts pour garantir que les activités ne rendent pas les civils plus vulnérables aux attaques, ou qu'elles n'apportent pas d'avantages involontaires à des acteurs militaires quelconques ou autres combattants.
- Transport et cargaison : Aucune implication dans la fabrication, la fourniture ou le transport illégal(e) d'armes ; aucune implication dans le trafic de drogues ou la traite de migrants.

18. ARBITRAGE.

(a) En cas de litige découlant de ou en rapport avec les conditions de cet Accord, des représentants de IRC et du Prestataire doivent se réunir et s'efforcer de régler le litige de manière amicale par une consultation mutuelle. Si ces représentants ne parviennent pas à résoudre ce litige de manière satisfaisante dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la notification écrite du litige par une Partie, ce litige sera résolu par un processus d'arbitrage exécutoire sur demande de l'une des Parties.

(b) À la réception de la demande écrite de l'une des Parties faisant appel à un arbitrage quant au litige découlant de ou en rapport avec les conditions de cet Accord, un tel arbitrage doit être mené selon les règles d'arbitrage en vigueur de la Chambre Internationale de Commerce.

(c) L'arbitre n'a pas le droit d'octroyer des dommages-intérêts punitifs ou des dommages spéculatifs à l'une des Parties, et n'a pas l'autorité de modifier cet Accord. L'arbitre est tenu de respecter la loi applicable. Une décision de l'arbitre est finale et a force exécutoire pour les Parties. Elle peut être déclarée et exécutée dans n'importe quel tribunal compétent par l'une des Parties.

(d) La partie gagnante dans tout arbitrage doit se voir accorder des débours d'avocat raisonnables, des honoraires de témoins experts et des dépenses, ainsi que tous les coûts et frais encourus de façon directe ou indirecte en rapport avec les procédures, à moins que l'arbitre n'en décide autrement pour une bonne raison.

19. DIVERS

19.1 *Accord complet.* Le présent Accord remplace tout et tous les autres accords, qu'ils soient verbaux ou écrits, entre les Parties concernant l'engagement du Prestataire par IRC et contient toutes les conventions et tous les accords entre les Parties à cet égard. Les Parties conviennent et reconnaissent qu'aucune déclaration, incitation, promesse ou accord, oraux ou autres, n'ont été conclus par aucune des Parties, ou quiconque agissant au nom d'aucune des Parties, qui ne soient énoncés ici, et qu'aucun autre accord, déclaration ou promesse ne figurant pas dans le présent Accord ne sera valide ou exécutoire pour aucune des Parties, à l'exception de tout accord écrit contemporain au présent Accord ou postérieur au présent Accord sera recevable s'il est sous forme écrite et signé par les Parties.

19.2 *Effet contraignant.* Le présent Accord sera contraignant et au profit des Parties à la présente.

19.3 *Cessibilité.* IRC se réserve le droit de céder le présent Accord à n'importe quelle filiale de IRC et toutes les conventions et tous les accords ci-dessous seront au profit de et applicables par ou contre lesdits ayant droits. Les droits, avantages et obligations du Prestataire selon cet Accord sont à titre personnel pour le Prestataire et aucun de ces droits, avantages ou obligations ne peuvent faire l'objet d'une aliénation volontaire ou involontaire, d'une cession ou d'un transfert.

19.4 *Modifications.* Cet Accord ne peut être amendé ou modifié sauf par écrit et avec le consentement des deux Parties.

19.5 *Dérogation.* Aucune dérogation ne peut être consentie sauf sur demande écrite et signée par la Partie renonciatrice. Le défaut de toute Partie d'insister sur la stricte conformité envers toute disposition des présentes ne peut constituer une renonciation ni une préclusion envers la revendication du droit à une conformité stricte à l'avenir, et une renonciation ou préclusion au regard d'une contravention ne constitue aucunement une renonciation ou préclusion au regard d'une contravention ultérieure de nature similaire.

19.6 *Audit.* Le Prestataire tient des livres et des registres complets et précis selon les principes de comptabilité généralement acceptés dans la juridiction du Prestataire, appliqués de manière cohérente, en enregistrant correctement et exactement tous les paiements effectués par le Prestataire ou les agents du Prestataire, en exécution du présent accord ou en rapport avec lui, et toute compensation, tout remboursement ou autre paiement effectué par ou au nom de IRC au Prestataire ou aux agents du Prestataire. Le Prestataire maintient un système de contrôles de comptabilité interne raisonnablement conçu afin de garantir de ne tenir aucun compte hors comptabilité officielle et que ses actifs ne sont utilisés que selon ses directives de gestion. Tous les livres et registres du Prestataire associés à cet Accord sont à disposition pour inspection, copie et audit par IRC ou ses délégués, pendant les heures de bureau normales du Prestataire, moyennant un avis raisonnable, tout au long de la durée de l'Accord et pendant trois (3) ans par la suite. Les délégués de IRC peuvent inclure des représentants de la Commission européenne, l'Office européen de lutte antifraude, la Cour des comptes de l'Union européenne, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le Département du Développement international (DFID), ainsi que tous les

autres organismes donateurs qui fournissent des fonds à IRC. Pour tous les contrats financés par la Direction Générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (ECHO) de la Commission européenne ou les Subventions d'EuropeAid, la Commission européenne a le droit d'accès aux fichiers et documents pertinents du Prestataire sur demande.

19.7 *Recours.* Les recours accordés aux Parties par cet Accord viennent s'ajouter, et non pas se substituer, à tous les autres recours auxquels les Parties disposeraient en droit ou en équité.

19.8 *Divisibilité.* Si une disposition (ou une fraction de disposition) quelconque de cet Accord est jugée invalide, nulle ou inexécutable par un tribunal d'une juridiction compétente, les dispositions restantes continuent de plein droit et effet comme si cette condition invalide, nulle ou inexécutable n'avait jamais été incluse.

19.9 *Survie.* Les dispositions des Articles 5, 6, 8, 11 et 13 -19 survivent à l'expiration ou à la résiliation de cet Accord.

19.10 *Ambiguïtés.* Chaque Partie a participé pleinement au réexamen et à la révision de cet Accord. Toute règle d'interprétation de manière à lever les ambiguïtés à l'encontre de la Partie rédactrice ne s'applique pas à l'interprétation de cet Accord. Le langage utilisé dans cet Accord sera interprété selon un sens équitable et non strictement en faveur ou défaveur d'une des Parties.

19.11 *Exemplaires.* Cet Accord peut être exécuté en plusieurs exemplaires, chacun d'entre eux étant réputé un original, mais la totalité d'entre eux étant réputés un seul et même accord. Un exemplaire signé de cet Accord livré par fax, sous format de données portables ou par tout autre moyen de transmission électronique est réputé avoir le même effet juridique que la livraison d'un exemplaire original signé de cet Accord.

[Page de signature suit]

EN FOI DE QUOI, les Parties de cet Accord, par l'intermédiaire de leurs représentants dûment autorisés, ont signé le présent accord à la date indiquée au début de la présente.

International Rescue Committee Inc.

NOM

Nom en majuscules : _____

Nom en majuscules : _____

Titre : _____

Titre : _____

Signature : _____

Signature : _____

PIÈCE I
ÉTENDUE DU TRAVAIL

L'IRC Tchad recrute un(e) consultant(e) / un cabinet pour l'évaluation de la Réponse Conjointe Aiguë au Tchad.

L'IRC Tchad recrute un consultant pour l'évaluation de la Réponse Conjointe Aiguë du Tchad. La Réponse Conjointe Aiguë du Tchad est une réponse humanitaire conjointe de 6 mois dans l'est du Tchad, initiée par des ONG néerlandaises pour répondre à l'afflux de réfugiés soudanais.

L'objectif du projet est de fournir une assistance vitale aux réfugiés soudanais et aux familles d'accueil dans l'est du Tchad, gravement affectées par la crise violente au Soudan en général et au Darfour en particulier.

La Réponse Conjointe se terminera le 6 novembre 2024. La Stichting Vluchteling (SV = Fondation des Réfugiés des Pays-Bas) avec l'International Rescue Committee (IRC) Tchad, sont les organisations leaders de cette Réponse Conjointe. SV / IRC recherche un consultant ou une équipe de consultants basés au Tchad ou à l'étranger avec une expérience étendue dans la conduite d'évaluations et une bonne compréhension du contexte tchadien et de l'accès pour mener l'évaluation externe de fin de projet.



TERMES DE RÉFÉRENCE POUR L'ÉVALUATION FINALE DE LA RÉPONSE CONJOINTE DU TCHAD

1. Contexte

Depuis avril 2023, l'est du Tchad a reçu plus de réfugiés soudanais que lors des deux dernières décennies. Les nouveaux arrivants viennent principalement du Darfour, l'une des régions du Soudan les plus touchées par la violence, y compris des attaques à motivation ethnique, de la violence indiscriminée, des pillages et des combats intenses, qui continuent de forcer des milliers de personnes à fuir.

En mai 2024, plus de 700 000 réfugiés soudanais et retournés tchadiens sont déjà arrivés spontanément au Tchad par plus de 32 points d'entrée frontaliers, principalement dans les provinces du Ouaddaï, Sila, Wadi-Fira et Ennedi Est. Étant donné la persistance du conflit au Soudan et la situation alimentaire désastreuse, le nombre de réfugiés et de retournés augmente chaque mois.

Une partie d'entre eux a été relocalisée des sites d'arrivée spontanés vers les installations étendues et nouvellement établies où les réfugiés et les communautés d'accueil bénéficient des services fournis par les équipes humanitaires.

Les nouveaux arrivants – principalement des femmes et des enfants – arrivent souvent en mauvaise santé, malnutris, traumatisés et blessés. Initialement, ils s'installent dans des sites spontanés surpeuplés le long de la frontière, dormant dans des abris de fortune. En raison de l'insécurité dans les zones frontalières, la relocalisation des réfugiés nouvellement arrivés vers des établissements reste une priorité absolue du HCR. Les nouveaux arrivants submergent les services publics déjà surchargés et exacerbent la compétition pour les ressources naturelles limitées. Cette situation pousse les familles économiquement vulnérables davantage dans la pauvreté, la faim et la malnutrition, et alimente des tensions et des violences possibles entre les communautés d'accueil et les réfugiés nouvellement arrivés.

Compte tenu de la persistance du conflit au Soudan et de l'afflux constant de nouveaux réfugiés et retournés, le gouvernement tchadien estime que le nombre de réfugiés et de retournés pourrait atteindre 910 000 d'ici la fin de 2024. Le Plan de réponse humanitaire du Tchad 2024, avec un appel de 1,125 millions de dollars américains, est gravement sous-financé.

Réponse Conjointe Aiguë du Tchad

La Réponse Conjointe Aiguë du Tchad est un projet de réponse à la crise qui dispose d'un budget total de 3 000 000 d'euros pour 6 mois afin de fournir une assistance vitale aux réfugiés soudanais et à la population d'accueil dans l'est du Tchad, gravement affectée par la crise violente au Soudan.

Le projet a débuté le 7 mai 2024 et se termine le 6 novembre 2024. Le projet est mis en œuvre par six (06) membres de l'Alliance néerlandaise de secours et leurs partenaires : la Stichting Vluchteling (SV) travaillant avec le International Rescue Committee (IRC), CARE, Oxfam, SOS Kinderdorpen Nederland (SOS Villages d'enfants), Tear Fund et World Vision.

Ils travaillent ensemble avec sept (07) partenaires locaux : NIRVANA, BAPE, SAHKAL, APSELPA, OTOBPFE, ATALNA et ADESOH.

Alliance néerlandaise de secours

La Réponse Conjointe Aiguë du Tchad a été lancée dans le cadre du Mécanisme de crise aiguë de l'Alliance néerlandaise de secours en réponse à l'énorme afflux de réfugiés soudanais dans l'est du Tchad. L'Alliance néerlandaise de secours (DRA) est une coalition de 14 organisations humanitaires néerlandaises, en partenariat avec le ministère néerlandais des Affaires étrangères (MFA). La structure de l'alliance permet

aux ONG participantes de répondre aux grandes crises internationales de manière opportune et efficace, avec un impact plus important que si les membres opéraient indépendamment.

Le nombre croissant de crises humanitaires dans le monde a placé un fardeau accru sur les organisations humanitaires internationales, et l'Alliance néerlandaise de secours a été établie pour relever ces défis. Une meilleure coopération et coordination entre les ONG leur permettent de mieux répondre aux grandes crises internationales de manière opportune et efficace.

Lieux

Géographiquement, la réponse se concentre sur trois provinces : Ouaddaï (camps d'Aboutengue, Allacha, Arkoum, Farchana, Metché), Wadi-Fira (extension du camp de Mile) et Sila (camp de Kerfi). Ce sont les provinces dans la partie est du Tchad où les personnes forcées de fuir (réfugiés soudanais et retournés tchadiens) sont principalement arrivées.

Activités prévues par secteur

En tenant compte des besoins des bénéficiaires, cette réponse se concentre sur les secteurs et activités suivants :

Secteur	Activité
Sécurité alimentaire et moyens de subsistance	Fourniture d'intrants et de compétences en matière de jardinage augmenter la production alimentaire
	Activités génératrices de revenus grâce à des subventions de démarrage études de marché et des formations commerciales
	Distribution d'outils agricoles et de semences et formation aux techniques agricoles
	Fournir des bons alimentaires pour acheter des aliments nutritifs et variés
	Séances de sensibilisation sur les modalités, les droits et les prestations de l'aide financière
	Fourniture de transferts monétaires restreints et d'argent contre nourriture ménages vulnérables
WASH	Distribuer des kits WASH/hygiène (seaux, jerrycan, dispositif de lavage mains et savon)
	Distribuer des kits Dignité (serviettes hygiéniques, sous-vêtements, savons de toilette, pommade, bouilloires en plastique).
	Construction de 5 blocs de latrines-douches drainables dans les écoles et centres de marché
	Construction d'un château d'eau, de forages, d'un réseau de distribution, de pompes solaires
	Réhabilitation du réseau d'approvisionnement en eau, Construction/réparation de latrines et de douches
	Installation de poubelles et formation de relais communautaires pour la sensibilisation à l'hygiène
	Promotion de l'hygiène sur le lavage des mains, la gestion de l'hygiène menstruelle et l'assainissement
Protection de l'environnement	Diffusion d'informations sur les droits de l'homme, les droits des réfugiés, la violence liée au sexe et d'autres sujets
	Renforcement des capacités sur les concepts de PC et de VBG, y compris les mécanismes d'orientation.
	Créer des clubs d'enfants et de jeunes, y compris des activités de formation et de sensibilisation

	Renforcer la protection de l'enfance au niveau communautaire par le biais des comités de protection de l'enfance
	Former les chefs de communautés et les comités de protection aux premiers secours psychologiques
	Formation à la détection des signes de traumatisme, aux premiers secours psychologiques et aux systèmes d'orientation.
	Améliorer les pratiques parentales en matière de santé, de nutrition, d'hygiène et d'éducation
	Soutien aux espaces sûrs et sécurisés, soutien aux réseaux d'hommes garçons
	Former les travailleurs de la santé, les travailleurs sociaux et les bénévoles à la gestion des cas de violence liée au sexe et de PC
	Renforcer les mécanismes de protection communautaires tels que les comités CP / SGBV
	Soutien psychosocial, médical et juridique aux victimes de la violence liée au sexe, y compris des kits de dignité
	Proposer des séances de premiers secours psychosociaux et de conseil en matière de santé mentale
	Argent comptant pour la protection et orientation vers les services appropriés
	Gestion des cas pour les enfants non accompagnés et séparés de leur famille
	MHPSS pour les enfants de 6 à 17 ans afin d'améliorer la santé mentale et le bien-être psychosocial
	Mise en place d'espaces adaptés aux enfants, y compris le soutien psychosocial, l'éducation informelle, les loisirs
	Fournir aux enfants non accompagnés et/ou séparés des kits NFI et des kits alimentaires.
Santé	Réhabilitation d'une structure sanitaire : salle d'accouchement du poste de santé avancé d'Arkoum
	Renforcer les services de santé en augmentant le nombre de travailleurs de la santé et en renforçant les services de soins de santé. Améliorer le mécanisme d'orientation dans les centres de santé
	Déploiement de réseaux ICCM par l'intermédiaire d'agents de santé communautaires pour les enfants de moins de 5 ans

2. Portée de l'évaluation finale

L'évaluation finale sera mise en œuvre entre septembre et octobre 2024, la majorité de la collecte de données ayant lieu pendant le dernier mois de la Réponse Conjointe (la date de fin est le 6 novembre 2024). L'évaluation finale évaluera l'ensemble de la Réponse Conjointe, en se concentrant sur les différents composants du projet et leur complémentarité, la collaboration entre l'Alliance néerlandaise de secours et les partenaires locaux/nationaux, et la valeur ajoutée de la réponse dans le cadre plus large du Plan de réponse régional d'urgence pour les réfugiés soudanais 2024 (se référer aux pages 34-52 Tchad). L'évaluation doit englober et fournir une analyse critique de la réponse multisectorielle (Sécurité Alimentaire et Moyens de Subsistance, WASH, Protection, Santé) dans les sept lieux d'intervention à travers trois provinces : Ouaddai (camps d'Aboutengue, Allacha, Arkoum, Farchana, Metche), Wadi-Fira (extension du camp de Mile) et Sila (camp de Kerfi). L'agence principale Stichting Vluchteling (SV) / IRC Tchad informera le consultant de la situation d'accessibilité et de sécurité des zones cibles du projet avant le début de l'exercice de

collecte de données sur le terrain et coordonnera avec le consultant pour déterminer les moyens réalisables de mener la collecte de données.

3. Objectifs de l'évaluation finale

L'objectif de l'évaluation finale est de fournir une compréhension holistique des réalisations du projet, y compris comment et dans quelle mesure le projet a été adapté selon le contexte changeant ainsi que la manière dont la population affectée a vécu les effets prévus/non prévus de la Réponse Conjointe du Tchad (responsabilité). De plus, l'objectif de l'évaluation finale est de fournir des apprentissages et des recommandations pour les futurs projets. Les objectifs spécifiques de l'évaluation comprennent :

- Évaluer la performance du projet, en termes de résultats pour la population affectée liés à leurs besoins exprimés (les données sur les résultats et les produits des interventions du projet par rapport à ses KRI sont déjà couvertes par les cadres logiques/suivi des partenaires) ;
- Comprendre comment le projet a contribué à la réponse d'urgence soudanaise plus large dans l'est du Tchad et évaluer la valeur ajoutée de la Réponse Conjointe ;
- Évaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la cohérence et la durabilité des stratégies et activités du projet ;
- Évaluer comment le projet a abordé les thèmes transversaux clés, tels que la responsabilité, la localisation, la sensibilité au genre, l'inclusivité et la sensibilité au conflit / la programmation ne pas nuire ;
- Évaluer la complémentarité des interventions du projet et la collaboration entre les ONGI, les partenaires locaux/nationaux et les communautés locales ;
- Documenter les leçons apprises et fournir des recommandations pour la programmation future.

4. Critères d'évaluation

L'évaluation doit se concentrer sur les indicateurs de performance de l'engagement CHS, qui recoupent les critères de l'OCDE-CAD comme mentionné dans le tableau ci-dessous. Cela signifie que pour tous les objectifs et questions, nous les concentrons sur les perspectives de la population affectée, plutôt que sur la logique interne du projet. Les questions d'évaluation sont indicatives. Il est attendu que le consultant examine et améliore les questions d'évaluation lors de la phase initiale de l'exercice d'évaluation.

Critères d'évaluation	Questions clés
Pertinence	<p>La pertinence consiste à évaluer si le projet est en phase avec les besoins et les priorités locales. Elle permet d'évaluer si l'intervention fait ce qu'il faut.</p> <ul style="list-style-type: none">• Comment et dans quelle mesure la réponse s'est-elle adaptée et a-t-elle couvert les besoins changeants et exprimés par la population touchée, de manière adaptée et au bon moment ?• La réponse a-t-elle été adaptée aux besoins des personnes touchées et apportée au bon moment ?
Efficacité	<p>L'efficience consiste à évaluer dans quelle mesure les ressources ont été utilisées pour atteindre les objectifs fixés.</p> <ul style="list-style-type: none">• Qu'aurait-on pu faire différemment pour mener à bien le projet de manière plus efficace et pour répondre rapidement à l'évolution des besoins ?• Pourriez-vous donner des exemples de réaffectation réussie de fonds au cours de la mise en œuvre pour répondre à de nouveaux développements ?
Efficacité	<p>L'efficacité est la mesure dans laquelle le projet a atteint ses objectifs.</p> <ul style="list-style-type: none">• Quels ont été les principaux facteurs influençant la réalisation ou la non-réalisation des objectifs ? Et comment ont-ils eu un impact sur (les besoins de) la population touchée ?
Durabilité	<p>Dans le contexte de cette intervention, la durabilité consiste à répondre aux besoins aigus et immédiats, tout en tenant compte du long terme.</p> <ul style="list-style-type: none">• Comment la réponse s'est-elle appuyée sur les capacités locales existantes, les a soutenues et les a complétées ? Et quel en a été l'effet sur la population touchée ?
Cohérence	<p>La cohérence fait référence à l'alignement de l'intervention sur d'autres interventions et politiques au niveau du pays, du secteur et de l'institution. Elle se divise en deux types : (1) la cohérence interne, qui concerne les synergies avec les interventions menées par la même institution ou le même gouvernement et l'alignement sur les normes et standards internationaux ; (2) la cohérence externe, qui implique la cohérence de l'intervention avec celles d'autres acteurs, y compris des aspects tels que la</p>

	<p>complémentarité, l'harmonisation, la coordination et la valeur ajoutée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure la qualité de la coordination interne/entre les membres de la JR et la cohérence avec les interventions des acteurs extérieurs ont-elles eu un impact sur la pertinence et l'efficacité de la réponse apportée à la population touchée ?
Autres critères	
Sensibilité à l'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration	<p>La programmation tenant compte de l'égalité entre les hommes et les femmes est une exigence obligatoire. L'inclusion est nécessaire pour s'assurer que les besoins des plus vulnérables sont pris en compte.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure une approche de programmation sensible au genre et inclusive a-t-elle été appliquée dans le projet ? (y compris l'utilisation du marqueur de genre et d'âge) et quel a été l'impact sur la réponse apportée aux groupes vulnérables ?
Responsabilité	<p>L'obligation de rendre des comptes s'est imposée tout au long du cycle du projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment les mécanismes de retour d'information ont-ils été adaptés aux différents groupes ciblés par l'intervention et dans quelle mesure les personnes et les communautés ont-elles été en mesure de faire part de leurs préoccupations et de leurs plaintes en toute sécurité et d'y répondre de manière satisfaisante et en temps utile (y compris en mettant l'accent sur les défis et les opportunités identifiés).
Programmation sensible aux conflits et à l'absence de préjudice	<p>Les programmes tenant compte des conflits et ne causant pas de préjudice étaient obligatoires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quels effets (négatifs/positifs) la programmation sensible aux conflits et l'approche "ne pas nuire" ont-elles eues sur la réponse et les parties prenantes locales ?
Modèle de livraison	<p>La collaboration avec les partenaires locaux était obligatoire (au moins 25 à 35 % du budget alloué aux partenaires locaux).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment les partenaires locaux ont-ils été impliqués dans la conception du projet, tout au long de sa mise en œuvre et dans la prise de décision ? • Dans quelle mesure les partenariats avec les partenaires locaux ont-ils été efficaces et comment ont-ils apporté une valeur ajoutée à la réponse ?

L'évaluateur/trice doit utiliser le tableau suivant afin de noter les performances globales de l'intervention en faisant usage des neuf critères CAD. Le tableau doit être inclus soit dans le résumé exécutif soit dans le corps du texte du rapport.

Critères	Notation (1 pauvre, 5 élevé)					Justification
	1	2	3	4	5	
Pertinence						
Cohérence						
Efficiencia						
Etc...						

Guide de notation des critères d'évaluation :

Note	Définition
1. Insatisfaisant	La performance a été constamment inférieure aux attentes dans la plupart des domaines d'étude liés aux critères d'évaluation. La performance globale pour les critères d'évaluation n'est pas satisfaisante en raison de graves lacunes dans certains des domaines. Des améliorations considérables sont nécessaires. Le rapport d'évaluation contient des recommandations visant à améliorer la performance et International Rescue Committee surveillera les progrès enregistrés dans ces domaines.
2. Amélioration nécessaire	La performance n'a pas toujours été à la hauteur des attentes dans certains domaines de l'évaluation — la performance n'a pas répondu aux attentes dans un ou plusieurs domaines d'étude essentiels. Il faut faire des améliorations dans un ou plusieurs de ces domaines. Le rapport d'évaluation contient des recommandations visant à améliorer la performance et International Rescue Committee surveillera les progrès enregistrés dans ces domaines clés.
3. Dans l'ensemble, répond aux attentes	Dans l'ensemble, la performance a répondu aux attentes dans tous les domaines essentiels de l'évaluation et la qualité globale du travail était acceptable . Les éventuelles recommandations sur les domaines pouvant être améliorés se trouvent dans le rapport d'évaluation.
4. Répond aux attentes	La performance a constamment répondu aux attentes dans tous les domaines essentiels de l'évaluation et la qualité globale du travail était assez bonne . Les attentes les plus importantes ont été satisfaites.
5. Exceptionnel	La performance a constamment répondu aux attentes grâce à la haute qualité du travail fourni dans tous les domaines essentiels de l'évaluation , et la qualité globale du travail a par conséquent été remarquable.

5. Méthodologie d'évaluation

Le consultant (ou l'équipe de consultants) est censé développer l'approche méthodologique pour l'évaluation finale de la Réponse Conjointe du Tchad. La méthodologie doit être détaillée davantage dans le rapport de lancement et sera approuvée par SV/IRC, y compris tous les outils de recherche. Le consultant doit développer une Matrice d'Évaluation (soit au stade de la Proposition, soit au stade de l'Inception) qui décrit clairement comment chaque question de recherche sera répondue (donc une approche pour chaque question, qui fournira des informations pour répondre à ces questions et quels outils seront utilisés pour capturer ces informations). Cette matrice devrait permettre à SV/IRC de vérifier si les outils sont complets et si toutes les questions de recherche seront répondues (à vérifier avant la collecte des données). De plus, quelques orientations pour le développement de la méthodologie :

- Le consultant est tenu d'utiliser et de réviser les documents de projet existants pendant l'évaluation finale. Ces documents comprennent la proposition de réponse conjointe et les cadres logiques, les rapports de suivi et de progression, les rapports financiers, les politiques et stratégies, et tout autre document de projet pertinent. SV / IRC Tchad fournira au consultant externe toute la documentation de projet disponible au début de la consultation.
- Une approche de recherche à méthodes mixtes est préférée, qui intègre la collecte de données qualitatives et quantitatives. Cependant, l'évaluation doit clairement se concentrer sur les outils qualitatifs, qui permettent de répondre aux questions 'pourquoi' et 'comment'.
- Le consultant est tenu d'employer la triangulation des données, qui implique l'utilisation de multiples sources de données pour vérifier et recouper les résultats. Cela garantit la fiabilité et la validité des conclusions de l'évaluation.
- Le consultant effectuera des visites dans les zones de mise en œuvre du projet pour collecter des données primaires auprès d'une variété de parties prenantes, y compris le personnel du projet des partenaires internationaux et locaux, les autorités locales, les personnes dans le besoin et d'autres personnes pertinentes. La participation des parties prenantes dans l'évaluation doit toujours être maintenue, reflétant des perspectives diverses sur l'impact et l'efficacité du projet.
- Le consultant doit assurer la sécurité des participants tout au long de l'évaluation (y compris le recrutement et la formation du personnel de recherche, la collecte / analyse des données et la rédaction du rapport) ainsi que l'éthique de la recherche (confidentialité des participants, protection des données, processus de consentement appropriés à l'âge et aux capacités) et l'assurance qualité (pilotage des outils de recherche, formation des enquêteurs et nettoyage des données).
- Le consultant doit être conscient et sensible aux contextes et dynamiques politiques. Une consultation régulière avec l'agence principale est nécessaire, et l'approche d'évaluation peut devoir être adaptée en fonction des retours continus et des conditions changeantes.

6. Livrables

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu des livrables attendus.

Produits à livrer	Description	Cadre temporel
Rapport de démarrage	<p>Doit contenir :</p> <ul style="list-style-type: none">• Logique de la procédure d'évaluation finale basée sur l'analyse documentaire• Examen préliminaire des documents• Des questions d'évaluation révisées/améliorées et un aperçu de la manière dont elles seront traitées (la matrice d'évaluation).• Plan de travail détaillé, méthodes de recherche, sources, procédures de collecte et d'analyse des données, échantillonnage des indicateurs clés, etc.• Proposition d'un calendrier des activités, d'un calendrier des tâches, des responsabilités des personnes/parties concernées et de la présentation des produits à livrer• Le rapport sera partagé avec les parties prenantes concernées pour recueillir leurs commentaires et pour approbation par le chef de file de l'ARD (SV/IRC).	Dans les 10 jours suivant la signature du contrat
Projet de rapport	<p>Le projet de rapport doit imiter la structure du rapport final (voir ci-dessous pour la structure), répondre à toutes les questions d'évaluation convenues dans le rapport initial et s'efforcer de présenter des résultats, des conclusions et des recommandations significatifs.</p> <ul style="list-style-type: none">• Le projet de rapport présentera séparément les outils utilisés et les résultats (figures et graphiques) des données relatives aux bénéficiaires.• Le projet de rapport sera	

	communiqué aux parties prenantes concernées pour commentaires et approbation.	
Rapport final	<p>Le rapport final comprendra les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégration du retour d'information sur le projet de rapport • Évaluation systématique de l'impact du projet sur les personnes et les institutions bénéficiaires • Preuve factuelle des résultats directs et indirects des interventions • Synthèse des informations reçues aux fins de la conclusion et de la recommandation • Représentation fidèle des observations issues de l'analyse documentaire et de la collecte de données primaires <p>Le rapport final comprendra au minimum les sections suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Table des matières 2. Résumé (pas plus de 2 pages) 3. Description de l'intervention 4. Champ d'application de l'évaluation 5. But et objectifs de l'évaluation 6. Méthodologie, limites et positionnalité 7. Constatations 8. Identifier et recueillir les enseignements tirés de l'expérience 9. Conclusion 10. Recommandations 11. Annexes - photos, histoires humaines, outils de recherche finaux, bibliographie des données secondaires utilisées, liste des personnes interrogées. <p>Le consultant fournira les données brutes en même temps que le rapport d'évaluation.</p>	6 novembre 2024
Présentation	Le consultant est tenu d'élaborer et	Entre le 28 octobre et le

Power Point	de soumettre une présentation PowerPoint de haute qualité contenant les principales conclusions et recommandations de l'évaluation finale. Le consultant devra présenter cette présentation aux parties prenantes concernées avant de finaliser le rapport d'évaluation final.	1er novembre 2024
-------------	--	-------------------

Cela devrait vous donner une idée claire des attentes en termes de livrables pour l'évaluation finale de la Réponse Conjointe du Tchad. Si vous avez besoin de précisions supplémentaires ou d'assistance, n'hésitez pas à demander.

7. Calendrier

Le consultant est censé fournir un plan de travail détaillé, y compris les calendriers, dans le cadre du rapport de lancement. Les délais et dates limites suivantes doivent être pris en compte :

Tâche	Date / délai
Lancement d'appel d'offres	20 août 2024
Receptions des offres	3 septembre 2024
Examen des propositions, établissement d'une liste restreinte et suivi des demandes de renseignements	4 septembre 2024
Entretiens avec les consultants sélectionnés	15 septembre 2024
Signature du contrat avec le consultant sélectionné et réunion de lancement	20 septembre 2024
Présentation du rapport initial/ démarrage	En fonction du chronogramme proposé par le consultant / cabinet sélectionné
Approbation du rapport initial/ démarrage	
Collecte de données	
Projet de rapport de soumission	
Présentation des résultats	Entre le 28 octobre et le 1er novembre 2024
Présentation du rapport final et des produits finaux	6 novembre 2024

8. Budget & conditions de paiement

Les consultants intéressés sont tenus de fournir un budget incluant les frais de déplacement, le nombre de jours de travail par activité spécifique, le tarif journalier et tout autre coût. La fourchette budgétaire pour cette évaluation est entre 20 000 EUR et 25 000 EUR. Un premier paiement de 30 % du montant de la consultation sera accordé à la signature du contrat et un deuxième paiement de 70 % du montant de la consultation sera accordé après la validation du rapport final par le donateur.

9. Procédure de rapport

Le consultant rendra compte directement aux personnes de contact de l'IRC Tchad et de SV pendant toute la durée de cette mission. Le consultant travaillera en étroite

collaboration avec les Agences respectives et le personnel pertinent des ONGI de la Réponse Conjointe et des partenaires locaux.

10. Qualifications requises

Les exigences spécifiques pour cette mission incluent une expérience pratique dans l'évaluation d'un programme de réponse conjointe mis en œuvre par des partenaires internationaux et nationaux (ou d'autres programmes humanitaires basés sur un consortium avec de multiples agences de mise en œuvre), et une expérience dans l'évaluation de programmes humanitaires multisectoriels. Les qualifications supplémentaires requises sont détaillées ci-dessous:

- Une vaste expérience dans le travail de recherche et dans les évaluations/évaluations. Cela comprend la connaissance des méthodologies de recherche mixtes et l'application de divers outils, y compris une expérience pratique dans les évaluations, la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des interventions humanitaires. Une expérience avérée de l'utilisation de méthodes participatives est requise.
- Au moins un master en études de développement et/ou en sciences sociales ou dans un domaine connexe pour le consultant principal / un minimum de licence dans les domaines académiques pertinents avec 7 ans d'expérience progressive dans la recherche.
- Une solide expérience dans la réponse humanitaire, y compris la connaissance de la protection de l'enfance et des normes humanitaires (CHS, Sphere, Code de conduite).
- Une bonne compréhension et expérience dans l'évaluation des thèmes transversaux, y compris l'égalité des genres, la responsabilité et la sensibilité aux conflits / ne pas nuire.
- Un accès et une bonne compréhension du contexte tchadien sont requis. Une expérience de travail antérieure au Tchad est considérée comme un avantage. Le consultant / l'équipe de consultants doit avoir accès à l'est du Tchad et être capable de collecter des données à court préavis.
- Excellentes compétences analytiques et de rédaction de rapports avec des compétences, y compris l'utilisation d'Excel.
- La maîtrise du français est requise. La compréhension de l'arabe sera un avantage supplémentaire.
- La conscience culturelle et la capacité d'opérer dans des environnements politiquement complexes et sensibles sont requises.

11. Procédure de candidature

Les individus ou les entreprises répondant aux exigences ci-dessus doivent soumettre une proposition complète à l'IRC Tchad avant **le 4 septembre 2024**, qui doit inclure :

- **Proposition Technique** détaillant l'approche, la méthodologie et le plan de travail de la mission ;
- **Proposition Financière** incluant les tarifs journaliers en EUR avec une ventilation détaillée incluant les frais de déplacement, le nombre de jours de travail par activité spécifique, et tout autre coût ;

- **CV du consultant principal** et coordonnées de deux références professionnelles. Si le consultant travaille en équipe, les CV des membres de l'équipe doivent également être inclus ;
- **Copies d'au moins 2 (deux) missions similaires** réalisées au cours des 3 dernières années ; Les candidats présélectionnés seront invités à un entretien. L'IRC Tchad et SV mèneront la présélection et les entretiens techniques.

-O-O-O-